

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 28 mai 2025****Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA.

C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

La Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies sera célébrée demain jeudi 29 mai à Bangui et dans plusieurs villes de la République centrafricaine, au siège des Nations Unies à New York ainsi que dans de nombreux pays à travers le monde.

Cette journée met à l'honneur notre personnel, qu'il soit civil ou en uniforme.

Aujourd'hui, [plus de 68 000 civils, militaires et policiers servent dans 11 missions de maintien de la paix des Nations Unies](#). En Centrafrique, nous sommes 18 500 dont environ 14 000 militaires et 3 000 policiers. Dans son message diffusé à l'occasion de cette Journée, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué le « *courage inébranlable* » avec lequel « *les soldates et soldats de la paix des Nations Unies bravent le danger pour aider à protéger celles et ceux qui en ont besoin, préserver la paix et restaurer l'espoir, dans des contextes parmi les plus difficiles au monde* ». Il a souligné que cette journée est l'occasion de rendre « *hommage à leur travail* » ajoutant que « *leur résilience, leur dévouement et leur courage nous inspirent. Nous nous souvenons de ces femmes et de ces hommes courageux qui ont consenti le sacrifice ultime au service de la paix. Plus de 4 400 Casques bleus sont morts en service, dont 57 rien que l'année dernière. Nous ne les oublierons jamais et nous poursuivrons leur œuvre* ».

Organisée dans la foulée de la conférence ministérielle sur le maintien de la paix qui s'est tenue plus tôt ce mois-ci à Berlin, la journée reprend naturellement le thème de *l'avenir du maintien de la paix*. En effet, comme l'a rappelé le Secrétaire général de l'ONU, « *les soldates et soldats de la paix font face à des situations de plus en plus complexes, dans un monde de plus en plus complexe : Une polarisation et des divisions de plus en plus marquées partout dans le monde... Des opérations rendues plus dangereuses encore par la multiplicité des menaces, dont le terrorisme... Une mésinformation qui peut avoir des effets meurtriers pour les Casques bleus... Et des défis qui dépassent les frontières – de la crise climatique à la criminalité transnationale. Pour l'avenir, il est essentiel de s'assurer que les Casques bleus disposent des moyens nécessaires pour s'acquitter de leur mission. Il s'agit là d'une responsabilité partagée de l'Organisation des Nations Unies et de tous les États Membres* ».

L'intégralité du message du Secrétaire général sera distribuée à l'issue de cette conférence de presse. Et vous pouvez bien sûr le retrouver sur le site web et les médias sociaux de la MINUSCA.

Les Casques bleus, que nous célébrons demain, sont déployés en République centrafricaine à la demande du Conseil de sécurité des Nations Unies afin de soutenir la réconciliation nationale et l'instauration d'une paix durable. Au quotidien, ils sont, nous sommes engagés sur plusieurs fronts : la protection des civils, la mise en œuvre de l'Accord de paix, la restauration de l'autorité de l'Etat, la promotion et la protection des droits de l'homme, le soutien au processus électoral, la réforme du secteur de la sécurité, le désarmement, démobilisation, réintégration ou encore la lutte contre l'impunité.

Demain, au moment où se déroulera à Bangui la cérémonie de célébration officielle de la Journée, un autre événement, symbole de la mise en œuvre du mandat multiforme de la Mission, aura lieu à Bembéré à la frontière

avec le Tchad. Il s'agira de la remise officielle d'un poste de détachement des FACA, construit et équipé par la MINUSCA, aux autorités centrafricaines.

La quinzaine de militaires des Forces armées nationales chargés de la protection du poste frontalier multiservices, également construit et équipé par la MINUSCA et inauguré en janvier dernier, disposera d'un lieu dédié, améliorant ainsi leurs conditions de travail et de vie. Ce poste complète donc le dispositif de gestion de la sécurité de la frontière entre la RCA et le Tchad mis en place par les autorités centrafricaines avec l'appui de la MINUSCA. Il contribue également aux efforts de renforcement de la présence de l'Etat sur l'ensemble du territoire. Le projet Bembéré, postes frontalier multiservice et de détachement FACA, est le fruit du travail conjoint des Casques bleus civils, militaires et policiers de la MINUSCA avec leurs partenaires centrafricains. La remise du poste se fera en présence de hautes autorités civiles et militaires centrafricaines et représentants de la MINUSCA.

Autre temps fort de la célébration de la Journée, une exposition photo itinérante qui présente des portraits de femmes dont la vie a été positivement transformée par les actions des Casques bleus. Après le lycée technique et le stade des 20 000 places, l'exposition fera escale aujourd'hui à l'Université de Bangui puis demain au lycée des rapides, toujours à Bangui.

La quête d'une paix durable, qui est la raison d'être des Casques bleus, s'est également concrétisée avec succès la semaine dernière à Ndélé dans la préfecture de Bamingui-Bangoran à l'occasion d'une rencontre pour la paix et le vivre-ensemble des communautés, organisée par le Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) et une ONG internationale, avec le soutien de la MINUSCA. L'événement a rassemblé 110 personnes, dont 20 femmes, jeunes et leaders communautaires. Il fait suite aux violences interethniques survenues dans le parc national de Manovo-Gounda St Floris en avril dernier. A l'issue de la rencontre, les représentants de deux groupes ethniques ont publiquement demandé pardon pour tourner la page. Un comité a également été mis en place afin d'assurer le suivi des engagements pris par les participants.

Les Casques bleus de la MINUSCA soutiennent également l'Unité d'Exécution du Programme national du désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (JEPNDDRR) afin de consolider la paix en République centrafricaine. Deux opérations ont eu lieu récemment. A Yaloke dans l'Ombella-M'Poko, du 19 au 22 mai, où 32 ex-combattants ont été désarmés et 29 armes collectées et à Bossangoa dans la préfecture d'Ouham, du 23 au 24 mai, où 15 combattants se sont rendus en remettant 11 armes et 505 munitions. Il a également été question de désarmement à Birao, dans la préfecture de la Vakaga, les 22 et 23 mai dernier, où la MINUSCA a soutenu la tenue d'une campagne de sensibilisation contre la prolifération des armes légères et de petit calibre organisée par la Commission nationale de lutte contre les armes légères et de petit calibre (COMNAT-ALPC). Plus de 100 personnes ont participé à l'activité.

Questions des journalistes

Gabriel Rhoppo Bringa (Le Langage)

- J'aimerais savoir combien d'éléments, combien de militaires FACA ont été déployés à la frontière de la République centrafricaine avec le Tchad ? Ensuite, pour le processus électoral, l'appui de la MINUSCA est toujours présente et nécessaire pour permettre à l'ANE de réussir la mission, lorsque l'ANE ne va de rejet en rejet, cette fois-ci, ça va aller ou il y aura encore un autre glissement du calendrier électoral ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je vous remercie. Concernant Bembéré, donc le bâtiment qui va être remis demain par la MINUSCA aux autorités centrafricaines est le poste de détachement des soldats FACA qui sont en charge d'assurer la surveillance et la protection du poste frontalier multiservices inauguré en janvier dernier. Vous vous en souvenez, ce poste, qui est un poste pilote, est un poste qui rassemble sous le même toit, à la fois les services des douanes, la police, la gendarmerie, les services des eaux et forêts, l'agriculture, etc. Donc, des soldats FACA sont déjà déployés sur place pour assurer la protection de ce poste multiservices, mais ils n'avaient pas, jusqu'à présent, des conditions de travail et de vie optimales qui leur permettaient d'accomplir leur mission dans les meilleures conditions. C'est

la raison pour laquelle, afin de compléter le dispositif, la MINUSCA a proposé de construire et d'équiper ce poste de détachement qui devrait abriter entre 15 et 20 soldats FACA qui seront déployés sur un système de rotation à Bembéré, mais qui donc maintenant vont avoir toutes les conditions réunies pour pouvoir travailler et vivre dans de bonnes conditions.

Concernant votre question relative aux élections, vous savez que nous ne sommes pas un acteur direct de l'organisation des élections, un acteur direct du processus électoral. Nous accompagnons ce processus, nous soutenons ce processus tel que nous le demande le Conseil de sécurité et l'établissement du calendrier électoral auquel vous faites référence relève strictement et uniquement des autorités centrafricaines et des organes compétents. Donc nous, conformément à notre mandat de soutien, qu'il s'agisse d'un mandat en soutien logistique, technique, sécuritaire ou pour faire des bons offices politiques ou pour faire du plaidoyer pour le financement de ces élections, nous, nous continuons notre soutien et avec le souci que chaque ajustement permette d'améliorer la qualité et l'inclusivité du processus électoral.

Questions des journalistes

Samuel Bogoto (Guira FM)

- Ma question revient un peu sur le poste de détachement de Bembéré. Est-ce que c'est un appui qui sera élargi dans d'autres contrées ? Parce qu'on sait qu'il y a certaines localités en République centrafricaine, où les FACA travaillent également dans des conditions difficiles. Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. La construction et la mise en service et la remise du poste frontalier mixte de Bembéré par la Mission s'inscrivent dans le cadre plus large de la politique de gestion des frontières de la République centrafricaine à laquelle la MINUSCA apporte son soutien. Ce poste est un poste pilote et je me souviens, lorsque la remise s'est faite il y a quelques mois, j'avais, à ce moment-là, accompagné la Représentante spéciale du Secrétaire général, le Premier Ministre et d'autres autorités de ce pays et également les représentants des partenaires techniques et financiers de la République centrafricaine. Et le message de la Représentante spéciale avait été clair en disant qu'il y avait cet effort commun [autorités centrafricaines-MINUSCA] pour la mise en place de ce poste qui est une première, qui est un poste pilote et elle avait lancé à cette occasion un appel aux autres partenaires techniques et financiers de la RCA pour que de tels postes puissent être répliqués ailleurs dans le pays, en sachant qu'effectivement, la République centrafricaine a beaucoup de frontières et beaucoup de pays frontaliers. Voilà ce que je pouvais répondre à votre question à ce sujet.

Questions des journalistes

Jacques Nguet (Le Combattant+)

J'ai une question banale, soit-elle d'actualité oblige. Il y a quelques jours, Dr Crescent Beninga a adressé une lettre à la Représentante du Secrétaire général des Nations Unies, laquelle lettre il souhaite que Mme Valentine puisse rejeter l'idée dans laquelle la MINUSCA voudrait soutenir le régime de Bangui, n'est-ce pas, à avoir un cimetière à Bangui ? Quelle est votre lecture à cette lettre ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je vous remercie. Comme vous, nous avons pris connaissance de cette lettre ouverte et cette lettre n'appelle aucun commentaire autre que la réponse que j'ai apportée ici même la semaine dernière, à la suite d'une question posée par l'un de vos confrères.

Questions des journalistes

Guy Florentin Outiama (RJDH)

J'allais rebondir sur la question de mon confrère parce que c'est à la Une, c'est une préoccupation aujourd'hui. Ma rédaction également a réfléchi sur cela, la réaction de la MINUSCA concernant la lettre de la Société civile de M. Crescent Beninga. On aimerait savoir, est-ce que c'est sur la demande du Gouvernement ? Et puis, est-ce que c'est vraiment une priorité pour la MINUSCA ? On ne sait pas. C'est la première préoccupation. La deuxième maintenant, nous nous approchons dans les organisations des examens de la fin d'année. Comment compte [faire] la MINUSCA afin d'appuyer les examens de la fin de l'année, parce que hier même, il y avait eu un petit problème,

un petit désagrément au niveau de Birao. Les élèves de Birao n'ont pas pu composer. On ne sait pas alors que la MINUSCA a promis de soutenir les examens sur le plan logistique. Comment il se peut que les élèves de Birao n'aient pas pu composer l'examen avec les autres ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je crois que vos questions appellent à une réponse globale. Sur la MINUSCA, et je l'ai indiqué dans mon propos liminaire à propos de la journée des Casques Bleus qui se tient demain, donc nous avons un mandat qui nous a été donné par le Conseil de sécurité : protection des civils, accords de paix, justice, droits de l'homme, etc. Il est prouvé que les actions que nous faisons ont un impact. Nous avons beaucoup d'exemples qui nous reviennent du terrain où la vie des Centrafricaines et des Centrafricains a évolué, a changé grâce à la contribution -parce qu'une fois encore, nous sommes là en soutien- de la MINUSCA pour la stabilisation du pays. En revanche, nous ne pouvons pas intervenir partout. Et je crois qu'il y a beaucoup d'attentes qui nous honorent, mais malheureusement, nous ne pouvons pas répondre à toutes ces attentes. On me parle souvent ici de promesses qui auraient été faites par la Mission, on nous prête aussi beaucoup de promesses. Et ensuite, après, quand je fais des recherches suite aux questions que vous me posez, je n'arrive jamais à remonter à la promesse. Donc, une fois encore, je pense que c'est peut-être le retour de l'impact de ce que nous faisons sur le terrain qui fait qu'on attend beaucoup de la MINUSCA et on espère beaucoup de la MINUSCA.

Pour en revenir plus précisément à la lettre de la société civile et au sujet qui est abordé, est-ce que c'est à la demande du Gouvernement ? Est-ce que c'est une priorité pour la MINUSCA ? Premièrement, j'ai répondu à une question qui m'avait été posée par votre collègue de Radio Ndeke Luka à ce sujet, je n'avais pas fait d'annonce à ce sujet, je m'étais renseignée. C'est un dossier que nous traitons depuis plusieurs années déjà. Et est-ce que c'est à la demande du Gouvernement ? La MINUSCA ne fait rien qui ne reçoive pas l'aval des autorités centrafricaines. Nous sommes ici en soutien et non en substitution. Je pense que là, c'est le mot-clé de ma réponse à votre question. Nous ne sommes pas en substitution. Donc, nous ne pouvons pas nous substituer aux autorités centrafricaines pour régler les problèmes qu'on peut trouver, pour organiser les examens de fin d'année auxquels vous avez fait allusion. À chaque fois que nous avons pu apporter un soutien, parce qu'il est important, on est tous d'accord ici qu'il est important que les jeunes de ce pays puissent avoir accès à l'école et à l'éducation, puissent ensuite passer leurs examens. On est tous d'accord là-dessus et c'est la raison pour laquelle, à chaque fois que cela a été possible, nous avons apporté un soutien. Concernant Birao, je peux vous assurer que la demande de soutien ne nous a pas encore été transmise. Mais si on le peut et si nos ressources le permettent, évidemment, on le fera. On ne va pas priver quelqu'un de son droit à l'éducation. Mais ceci, ce sont des activités qui sont hors de notre mandat et que nous pouvons faire étant donné les moyens logistiques qui sont à notre disposition. Je pense qu'il ne faut pas perdre de vue que le mandat qui nous est donné par le Conseil de sécurité, c'est un mandat de soutien et non de substitution aux autorités centrafricaines pour la réconciliation nationale et pour la stabilisation dans ce pays. Et notre ligne directrice de ces derniers mois est de pouvoir consolider les acquis et consolider la stabilisation. Donc, Voilà, une réponse un petit peu longue, mais je pense qu'il y a beaucoup de malentendus et aussi, on nous prête des propos et on nous prête des attentions qui ne sont pas forcément celles qui sont les nôtres.

Et une fois encore, tout ce que nous faisons, notre feuille de route, elle est dans notre mandat. Ce n'est pas la MINUSCA qui se saisit et qui dit : Je veux faire ça, ça ou ça. Tout est inscrit dans le mandat qui nous est donné par le Conseil de sécurité. Est-ce que j'ai répondu à votre préoccupation ?

Questions des journalistes

Guy Florentin Outitama (RJDH)

Notre rédaction a appris hier que les épreuves étaient allées jusqu'à Birao mais ces épreuves-là, on n'a pas pu remettre ces épreuves entre les mains des ayants droit. Ces épreuves sont retournées à Bangui. C'était juste ça le problème. Voilà pourquoi nous nous inquiétons. Malgré que ce soit déjà le concours d'entrée en sixième, il y a déjà eu ce problème. Mais lors des examens, peut-être du baccalauréat ou du BC, quelles sont les stratégies que la MINUSCA peut prendre afin de remédier à ces problèmes ? Parce qu'ici, le plus souvent, la MINUSCA dit : Elle est toujours prête à appuyer le Gouvernement dans ses activités sur le plan logistique. Ce qui est arrivé hier, c'est déjà une leçon.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

La MINUSCA appuie le Gouvernement pour la logistique dans des choses, une fois encore, bien précises : Appui au processus électoral pour le déploiement du matériel et des agents, appui pour l'extension de l'autorité de l'État avec le déploiement des fonctionnaires, des instituteurs. Nous avons permis à beaucoup d'instituteurs et d'enseignants de rejoindre leur poste sur le terrain en les envoyant sur nos vols de la MINUSCA et cela entre dans le cadre de notre mandat. L'appui pour déployer les FACA, l'appui pour déployer les gendarmes, les policiers.

L'appui spécifique pour les copies d'examen, une fois encore, quand cela est possible et au nom du respect du droit à l'éducation, nous le faisons. Mais vous le savez vous-même, vous entendez ce qui se passe, nous avons des moyens limités et nous avons des priorités. Nous avons des populations civiles à protéger qui vivent sous la menace de groupes armés. Et nous n'avons pas d'aéronefs en nombre suffisant pour pouvoir répondre à toutes les demandes. Par rapport à Birao, et je le sais de source sûre, nous n'avons pas reçu de demandes. Donc, c'est une question qui, s'il y a eu des dysfonctionnements, malheureusement, nous n'avons pas été impliqués dans ces dysfonctionnements. Mais évidemment, nous restons à l'écoute, dans les limites de nos moyens disponibles, nous restons à l'écoute.

Questions des journalistes

Guy Florentin Outiama (RJDH)

Merci, je reviens encore deux fois plus concernant la question du poste mixte de Bembéré. J'aimerais savoir, est-ce que c'est déjà opérationnel parce que ces derniers temps, les habitants, surtout les cultivateurs de la préfecture de Lim-Pendé, se plaignent de la question de l'infiltration des transhumants depuis le Tchad, ce qui impacte négativement sur la productivité des produits vivriers par exemple à Ngaoundaye et même à Paoua. A Ngaoundaye, on a eu à contacter le maire qui nous dit que la MINUSCA n'a jamais mis les pieds là-bas pour la question de sensibilisation concernant la transhumance. Que peut dire la MINUSCA par rapport à cette préoccupation ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Vous savez, la transhumance, c'est un dossier sur lequel nous travaillons depuis longtemps et qui est l'une des grandes priorités de la Mission depuis l'année dernière, avec ce séminaire de haut niveau qui s'était tenu ici à Bangui et qui a été ensuite dupliqué sur le terrain. Là encore nous sommes en substitution et nous ne sommes pas les acteurs. En revanche, c'est un processus que nous soutenons. On l'a déjà dit aussi souvent, de parler de transhumants qui viendraient de pays étrangers, les frontières sont longues et un poste frontalier couvre une zone, le poste de frontalier de Bembéré à lui seul ne peut pas couvrir l'ensemble de la frontière avec le Tchad. Mais en tout cas, nous continuons notre travail sur la transhumance. Nous poursuivons notre soutien pour toutes les questions relatives à la transhumance, aux comités locaux, etc. J'ai un exemple à vous donner. Dans la préfecture du Mbomou, à Rafai, le 20 mai dernier, donc la semaine dernière, il y a eu la première séance de travail du groupe de travail de la transhumance de la sous-préfecture de Rafai au cours de laquelle les points clés de gestion de la transhumance, qu'il s'agisse des règles de la résolution des conflits, de la mise en place d'un espace de négociation, etc., ont été abordés. Donc, un groupe de travail qui n'existait pas jusqu'à présent a été mis en place la semaine dernière à Rafai, dans la préfecture du Mbomou, avec le soutien de la MINUSCA.

Le pays est grand. C'est une question dont nous sommes saisis et nous intervenons partout où cela nous est possible de le faire. Mais nous ne sommes pas présents partout. Je crois l'avoir dit dans mon propos liminaire, nous sommes un peu plus de 18 000, donc, si on rapporte notre capacité à la taille du pays et à la population, cela montre bien que nous ne pouvons pas être partout. Et nous avons des ressources limitées, des ressources que nous devons dépenser avec la plus grande attention étant donné le contexte global actuel. Mais pour la transhumance, et vous le savez, c'est une pratique ancestrale et tout ça ne va pas se résoudre instantanément. C'est un travail de fond et nous sommes fermement décidés à poursuivre avec les autorités centrafricaines ce travail de fond.

J'ai une actualisation concernant les copies d'examen. Effectivement, il y a eu des retards, mais les copies sont arrivées hier à Birao. Elles seront acheminées demain vers Am-Dafock et pour les autres préfectures, ça va suivre. Donc, Birao, c'est arrivé hier. Am-Dafock, ça ira demain de Birao vers Am-Dafock et ensuite, ça va continuer comme ça.

Question des journalistes

Gabriel Rhoppo Bringa(Le Langage)

Avant que je ne pose la question au leader de BRDC, puisque l'occasion est offerte, je m'en vais vous poser la question de savoir où est-ce que la MINUSCA en est avec la mission de bons offices pour qu'il y ait un dialogue inclusif entre Touadera et ses opposants étant donné que dans l'entourage de Touadera on laisse entendre qu'il appartient [inaudible] de dialoguer avec le Gouvernement et non avec Touadera et que les opposants ne sont pas à la hauteur de Touadera. Merci.

Réponses aux questions des journalistes

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je crois avoir rappelé tout à l'heure que parmi les tâches prioritaires de la Mission, il y a donc le soutien à l'établissement des conditions pour amener le pays vers la réconciliation dans un domaine global et la stabilisation de la paix et, ensuite, il y a les élections qui font partie de tout ce processus. Évidemment, la Mission poursuit ses bons offices pour soutenir la culture de dialogue et de consensus entre les principales parties prenantes. Cette culture de dialogue et de consensus est vraiment nécessaire pour des élections que l'on pourra qualifier d'inclusives, de crédibles, de transparentes et pacifiques. Les bons offices, vous le savez, sont par nature discrets. Des bons offices qui seraient portés sur la place publique ne mériteraient plus le qualificatif de bons offices. Mais je peux vous assurer que la Mission poursuit ses efforts pour encourager cette culture de dialogue et de consensus entre les principales parties prenantes. Tout le monde a intérêt à cela et c'est la raison pour laquelle, là encore, nous restons mobilisés.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). Vous pouvez aussi rejoindre notre chaîne WhatsApp. L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation. Je vous retrouve mercredi prochain.